

50
ANNIVERSARY

CONGRESS
BERLIN 23-26 MAY 2023

MANIFESTE DE BERLIN

ADOPTÉ PAR LE 15^e CONGRÈS STATUTAIRE DE LA CES
(BERLIN, 23-26 MAI 2023)



TOGETHER FOR A
FAIR DEAL
FOR WORKERS

CONFEDERATION
**SYNDICAT
EUROPÉEN
TRADE UNION**



MANIFESTE DE BERLIN

CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS
15^e CONGRÈS DE LA CES – BERLIN 23-26 MAI 2023

Depuis 50 ans, la Confédération européenne des syndicats (CES) se bat pour une Europe juste qui prône des idéaux démocratiques et offre des emplois sûrs, des salaires décents, d'excellents services publics, l'égalité pour tous et des droits forts pour les travailleurs, basés sur la négociation collective et le dialogue social.

Ce Manifeste de Berlin, qui s'accompagne d'un programme d'action détaillé, est un appel ambitieux à l'action pour les syndicalistes européens et les autres acteurs engagés dans la défense de ces objectifs et l'amélioration du niveau de vie, des droits syndicaux et humains, et du respect des travailleurs et de leurs communautés.

Nous vous invitons à nous rejoindre dans cette mission passionnante et essentielle pour le développement d'une Europe juste, sûre, sécurisée, propre et respectueuse, où les travailleurs peuvent vivre, respirer et parler librement en solidarité avec les peuples du monde entier : une Europe que nous pouvons être fiers de transmettre aux générations futures.

Mettre fin à la crise du coût de la vie

La CES :

- privilégiera la négociation collective et le dialogue social
- soutiendra les campagnes syndicales en faveur de réelles augmentations de salaires, y compris du salaire minimum vital, et d'une convergence vers le haut des revenus et des conditions de travail dans toute l'Europe
- luttera contre toutes les formes de travail précaire en interdisant les stages non rémunérés, et défendra les droits légaux aux CDI et au travail à temps plein
- luttera contre le dumping social et la fraude
- exigera une action plus forte de l'UE pour supprimer l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes
- fera pression sur l'UE pour qu'elle protège les emplois et les revenus par des mesures décisives visant à traiter la dimension sociale de la crise du coût de la vie et à protéger et améliorer le niveau des pensions
- luttera contre toute réintroduction de l'austérité

Une transformation qui fonctionne pour les travailleurs

La CES :

- soutiendra les campagnes de réduction du temps de travail, et défendra le contrôle, par les travailleurs, de la flexibilité de leur horaire
- luttera pour les droits des télétravailleurs, y compris le droit à la déconnexion et l'interdiction de la surveillance invasive et irrespectueuse
- cherchera à assurer une transition juste pour gérer les évolutions technologiques et autres changements sur le lieu de travail avec une forte implication des syndicats
- défendra le principe du « contrôle humain » et établira un droit à la prise de décision humaine au travail
- se mobilisera pour des droits universels à l'apprentissage tout au long de la vie

Un tissu social et économique équitable

La CES :

- promouvra un nouveau modèle économique centré sur l'économie réelle, la croissance durable, la création d'emplois, le travail décent, une fiscalité juste et progressive et la redistribution

- luttera pour un accès universel fondé sur les droits à des services publics de qualité et plaidera en faveur du rôle de la propriété publique afin de mieux garantir un accès égal aux services publics pour tous
- plaidera en faveur d'une politique industrielle européenne forte prévoyant des investissements publics et privés significatifs et efficaces qui sous-tendent des emplois de qualité et le progrès social
- plaidera en faveur de la garantie de services de qualité et du droit pour les travailleurs des services de fournir des services de qualité
- plaidera en faveur d'une politique monétaire de l'UE axée sur le plein emploi et des emplois de qualité
- défendra l'équité, l'égalité et le respect de la diversité au travail et dans tous les aspects de la vie, y compris par le biais d'actions globales pour consolider l'égalité des femmes sur le marché du travail, sur les lieux de travail et dans la société
- demandera la résiliation du Pacte fiscal de l'UE et la réforme du Pacte de stabilité et de croissance pour l'aligner sur la réalisation des droits inclus dans le Socle européen des droits sociaux
- exigera que les droits des travailleurs, les droits syndicaux et sociaux priment les libertés économiques
- insistera pour que des conditionnalités fortes couvrant les critères sociaux, fiscaux et environnementaux soient incluses dans toutes les formes de financement public et de soutien aux entreprises
- luttera pour le renforcement du droit à la libre négociation collective et au devoir de diligence durable en construisant une Europe forte pour un nouveau modèle économique et social de résilience et d'orientation future, faisant de l'Europe un partenaire solide dans le monde

Valoriser la paix, la sécurité et la survie

La CES :

- continuera à œuvrer pour une action climatique forte au travers de transitions justes aux niveaux national, européen et mondial
- soutiendra la paix, la démocratie, les droits de l'homme et la justice économique mondiale pour assurer la sécurité économique des travailleurs partout dans le monde
- mènera des actions de mobilisation en faveur d'une fin immédiate de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine
- luttera en faveur des migrants, des demandeurs d'asile et de tous ceux qui subissent les conséquences de la guerre, de l'agression, des violations des droits humains et du changement climatique
- renforcera notre campagne contre l'extrême droite et d'autres organisations antidémocratiques, y compris à l'approche des élections européennes de 2024
- plaidera pour la réforme des institutions européennes afin de faciliter une Europe sociale et démocratique

Une voix plus forte pour les travailleurs et les syndicats

La CES :

- fera valoir un programme européen pour le renouveau syndical en augmentant progressivement le nombre de jeunes travailleurs, et pour une syndicalisation accrue, en aidant les affiliés à renforcer les droits des travailleurs, à améliorer les conditions de travail et à amplifier la voix des travailleurs par la négociation collective et l'action collective, et en accordant une attention spéciale aux nouvelles formes de travail
- soutiendra les affiliés dans l'élaboration de stratégies de renouveau, y compris par le syndicalisme numérique et la coordination des stratégies nationales et sectorielles
- étendra la couverture de la négociation collective et luttera pour un droit universel à la syndicalisation, y compris l'accès au lieu de travail, à la négociation collective, et pour le droit de grève
- révisera les règles européennes sur les marchés publics pour s'assurer que l'argent public ne va qu'aux organisations qui respectent les droits des travailleurs et des syndicats, qui négocient avec les syndicats et dont les travailleurs sont couverts par des conventions collectives
- renforcera le dialogue social européen et le respect des activités et des droits syndicaux
- luttera pour la démocratie au travail fondée sur le pouvoir de négociation collective des syndicats, qui respecte les droits d'information, de consultation et de participation sur le lieu de travail

Depuis plus d'un siècle, les syndicats et leurs fédérations internationales protègent les droits et le niveau de vie des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés. Un syndicalisme fort a contribué à construire et à soutenir l'Europe d'après-guerre et reste un pilier irremplaçable du tissu social et économique du continent. Dans un contexte où la paix, les droits de l'homme et les institutions démocratiques sont sous le feu du populisme et de l'extrême droite politique, nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une organisation syndicale forte pour garantir des niveaux de vie décents, des droits démocratiques et un droit de parole efficace pour les travailleurs et leurs communautés.